

DEC210314DR13

Décision portant délégation de signature à **Stephane PELLET-ROSTAING**, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité **UMR5257 intitulée Institut de chimie séparative de Marcoule (ICSM)**.

**LE DIRECTEUR D'UNITE,**

**Vu** le code de la commande publique et ses textes d'application ;

**Vu** le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

**Vu** la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

**Vu** la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020, approuvant le renouvellement de l'unité **UMR5257 intitulée Institut de chimie séparative de Marcoule (ICSM)**, dont le directeur est M. Stephane PELLET-ROSTAING ;

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Délégation est donnée à **Mme Dominique ALPE-CONCHY Adjointe au directeur**, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.1 de la décision DEC190902DAJ susvisée<sup>1</sup>.

**Article 2**

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Dominique ALPE-CONCHY, délégation est donnée à **M. Olivier DIAT CR Directeur Adjoint** aux fins mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> de la présente décision.

**Article 3**

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité

**Article 4**

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Montpellier, le **13 Janvier 2021**

**Le directeur de l'Unité**

**Stephane PELLET-ROSTAING**

---

<sup>1</sup> Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.